

Estelle BROSSET

Professeure en Droit public
Chaire Jean Monnet

Faculté de droit, Aix Marseille Université
Centre d'Études et de Recherches Internationales et Communautaires
UMR n° 7318 Droit international, comparé et européen

Née le 2 août 1975
Vie maritale, deux enfants
Nationalité : française



Coordonnées professionnelles
Espace René Cassin
3, avenue Robert Schuman
13628 Aix-en-Provence
Tel : 04.86.91.42.49
estelle.brosset@univ-amu.fr
<https://dice.univ-amu.fr/fr/dice/ceric>
<https://www.cejm-es.eu/>
<https://twitter.com/BrossetE>

PARCOURS UNIVERSITAIRE

1/ Carrière et rattachement

- Professeure à la Faculté de droit de l'Université Aix-Marseille (depuis 2016).
- Maître de conférences HDR à la Faculté de droit de l'Université Aix-Marseille (2009-2016)
- Maître de conférences à la Faculté de droit de l'Université de Grenoble II, Membre du Centre d'Étude sur la Sécurité internationale et les Coopérations européennes (CESICE) (2005-2009)
- Post-doctorat, Université Aix-Marseille, Contrat avec le Ministère de la recherche (2004- 2005)
- Attachée temporaire d'enseignement et de recherche, Université Aix-Marseille (2001-2003)
- Assistante au Parlement européen, Bruxelles (6 mois, 1999)
- Allocataire de recherche et moniteur de recherche, Université Aix-Marseille (1998-2001)

2/ Formation, diplômes, qualification

- 2015 : Qualification par le CNU section 02 aux fonctions de Professeur des Universités
- 2009 : Habilitation à diriger les recherches
- 2003 : Doctorat en droit public, Mention très honorable. Félicitations du jury à l'unanimité
- 1998 : DEA de Droit communautaire - Université Aix-Marseille – Major de promotion
- 1997 : Maîtrise d'Études européennes – Université Paris Est- Mention Très Bien
- 1996 : Diplôme de l'Institut d'Études Politiques de Lyon - spécialité « Service public »

RAYONNEMENT NATIONAL ET INTERNATIONAL

1/ Prix et distinctions scientifiques

- Coordinatrice du Centre d'excellence Jean Monnet « L'Europe au Sud » (2016-2019)
- Titulaire de la Prime d'excellence scientifique (2020-2024 ; 2016-2020 ; 2012-2016).

- Titulaire d'une Chaire Jean Monnet « Droit européen et protection de la santé » (2012-2015)
- Lauréate du prix de thèse de la Faculté de droit d'Aix-en-Provence (1998)

2/ Responsabilités pédagogiques et administratives dans les Universités de rattachement

- Directrice adjointe du Centre d'Études et de Recherches internationales et communautaires (depuis 2019)
- Co-directrice du Master 2 « Droit international et européen de l'environnement », CERIC, Faculté de droit et de sciences politiques, Université Aix-Marseille (depuis 2017)
- Membre du comité de pilotage du Brussels' World Simulation (BWS), projet d'innovation pédagogique AMU- Sciences Po Aix (depuis 2018)
- Membre élu du Conseil de l'UMR DICE (depuis 2018)
- Membre élu du Conseil d'Administration de Sciences Po Aix (2017-2020)
- Co-Directrice du DESU « Droit international et européen approfondi », CERIC, Faculté de droit et de sciences politiques, Université Aix-Marseille (2013-2017)
- Assesseure à la Scolarité *Master*, Faculté de Droit et de Sciences politiques, Aix-Marseille Université (2016-2017)
- Assesseur à la Scolarité *Licence*, Faculté de Droit et de Sciences politiques, Aix-Marseille Université (2015- 2016)
- Membre élu du Conseil de laboratoire de l'UMR 7268, ADES, Université Aix Marseille (2011-2012)
- Co-Directrice du Groupe de recherche sur les Coopérations européennes et régionales, CESICE, Université Grenoble II (2007-2009)
- Responsable de la Licence Droit-Langues, Faculté de droit, Université Grenoble II (2008- 2009)

2/ Participation à des Conseils et comités

- Membre du comité de pilotage du Brussels' World Simulation (BWS), projet d'innovation pédagogique AMU- Sciences Po Aix (2018- 2012)
- Personne qualifiée en droit au sein du Haut Conseil des biotechnologies (2015- 2020)
- Membre fondateur du groupe « International Health Law », Société européenne de droit international (ESIL)
- Membre du Comité de pilotage du GDR « Normes Sciences et Techniques (depuis 2016).
- Membre du Comité de pilotage du Groupement de recherche « Droit Sciences et Techniques » (depuis 2011) (*30 équipes de recherche réparties sur 24 universités - 350 chercheurs et doctorants*)
- Membre du Conseil scientifique de l'Observatoire des Droits de l'Homme: Bioéthique, Santé, Environnement (depuis 2011)

3/ Invitations à l'étranger

- Dans les Universités : Tokyo, Japon (2017), Sao Paulo, Brésil (2016), Mc Gill et Laval, Canada (2014, 2016, 2019) ; Salernes, Italie (2012, 2014) ; Université libre de Belgique (2013), Ninji Novgorod, Russie (2008) ; Brasilia (2004)
- Par l'International Association of Law, Ethics and Science, Kushiro, Japon (2013)
- Allocataire de l'Académie de droit international, La Haye (2003)
- Chercheur invité à la Cour de justice des Communautés européennes, Luxembourg (2000)

4/ Responsabilités scientifiques et éditoriales

- Coordinatrice et porteuse du Centre d'excellence Jean Monnet « L'Europe au Sud », Université Aix-Marseille (2016-2020)
- Direction de 6 programmes de recherche financés et participation, comme membres, à 13

- Membre du Conseil scientifique de la collection "Droit(s) de l'environnement" au Presses universitaires d'Aix-Marseille (PUAM)
- Membre du Comité de rédaction des Cahiers Droit, Science et technologies
- Responsable de la chronique « Droit des biotechnologies », *Revue juridique de l'environnement et Cahiers Droit Sciences et Technologies*
- Responsable de la chronique « Droit du vivant », *Revue du droit des contrats*

5/ Direction de thèses

- **Soutenues :**

- *Personnes vulnérables et essais cliniques : réflexions en droit européen*, E. Gennet (contrat doctoral ; cotutelle avec l'Institut Biomédical de Bâle, soutenue le 21 septembre 2018)

- *Les droits des patients dans l'Union européenne*, A. Dubuis (contrat doctoral ; codirection avec le professeur D. Viriot-Barrial ; soutenue le 4 décembre 2015 : mention très honorable, félicitations du jury ; qualification en section 02 (2016))

- **En cours :**

- *L'autorité des avis scientifiques dans le domaine des produits risqués pour l'environnement et la santé, réflexions en droit de l'Union européenne*, Valentine Delcroix (contrat doc CNRS, depuis 2019).

- *Le droit applicable aux énergies marines renouvelables, Appréhension en droit de l'Union européenne*, Anaïs Bereni (contrat doctorale AMU) en co-direction avec Marie Lamoureux.

- *La santé, la sécurité et l'environnement au travail dans les TPE-PME : étude de l'influence du droit de l'Union européenne sur le droit français*, Yann Leblet (contrat CIFRE, association AIPALS, depuis 2017)

- *L'adaptabilité du droit international aux réalités locales en matière semencière*, Morgane Leclercq (contrat doctoral avec le CIRAD, en cotutelle avec l'Université de Laval, Canada ; depuis 2016)

- *E santé et droit de l'Union européenne*, Nahela El Biad (bourse doctorale régionale, depuis 2015)

- *Le droit de l'OMC et l'accès aux médicaments brevetés dans les Etats de l'Afrique subsaharienne*, D. Konassande (depuis 2014)

6/ Expertises

-Personnalité qualifiée auprès du Haut Conseil des biotechnologies (au sein du Comité économique, éthique et social), placé auprès des ministères chargés de l'Environnement, de l'Agriculture, de la Recherche, de la Santé et de la Consommation.

-Contributions, auditions ponctuelles : dernièrement, consultation électronique de la Commission sur « EU implementation of the Aarhus Convention in the area of access to justice in environmental matters » (2019) ; États généraux de la bioéthique (2018), Projet de Pacte mondial pour l'environnement (2018), Rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (2016).

- Expertises ponctuelles pour le compte de l'HCERES, l'AERES, l'ANR, l'ANSES et le Ministère de l'écologie et du développement durable

-Membre de plusieurs associations et sociétés savantes : la Commission pour l'étude des Communautés européennes (CEDECE) devenue AFEE, la Société française pour le droit de l'environnement (SFDE), l'Association européenne de droit de la santé (EHAL) et Trans-Europe Experts.

ACTIVITES D'ENSEIGNEMENTS

1/ À la Faculté de droit, Université Aix Marseille

- **Licence**

- Licence 1 : *Organisations internationales et européennes* (depuis 2018)
- Licence 2 : *Droit de l'Union européenne* (depuis 2009)
- Licence 3 : *Droit du Marché intérieur* (2009-2015)

- **Master**

- Master 1 Droit international et européen : *Droit de l'environnement* (depuis 2018)
- Master 1 Droit international et européen : *Ordre juridique de l'Union européenne approfondi* (depuis 2017)
- Master 1 Droit de la santé : *Droit médical et pharmaceutique* (2010-2012)
- Master 2 Droit de l'Union européenne : *Politique et droit de la santé et de l'environnement* (depuis 2009)
- Master 2 Droit de la santé : *Introduction au droit européen de la santé* (depuis 2009) ; *Droit de la bioéthique* (2010-2012)
- Master 2 Droit international et européen de l'environnement : *Contentieux européen de l'environnement* (depuis 2018) ; *Biosécurité et produits chimiques* (depuis 2018) ; *Pratique du droit international et européen (Simulation des négociations européennes)* (2009-2017)

- **DESU « Droit international et européen approfondi »** : notes de synthèse, dissertations, fiches d'actualité (2013-2017)
- **Préparation à l'Examen d'Accès au Centre Régional de Formation Professionnelle d'Avocats-Institut d'Études judiciaires** : « Droit de l'Union européenne » (depuis 2013)

2/ Dans d'autres établissements

- **Institut d'études politiques**

- Préparation ENA/ Grands concours en droit de l'Union européenne (depuis 2016)
- Droit de l'Union européenne, Semestre 2, 2^{ème} année (2016-2017)
- Droit de l'Union européenne de l'environnement, Master 2 Politiques européennes et actions transnationales (depuis 2018)
- Brussels' World Simulation, Master 1, coach et membre du jury international (depuis 2018).

- **Séminaires à la Faculté de Médecine, Université Aix Marseille**

- **Deuxième cycle des études médicales- Unité « droit et santé »** (2013)
- UE L3 « Ethique - Handicap : Santé et Société » (2013)
- UE L3 « Risques, Santé, Société » (2013)

- **Préparation aux concours**

- Institut National de Formation de la Police Nationale (INFPN), Préparation au concours de Commissaire de police en Droit européen (2008- 2018)
- Juge pour la demi-finale régionale de l'European Moot Court (2014)

- **Formations courtes, à l'étranger**

- *Droit international et européen des biotechnologies*, Université de Salernes, Italie (2012)
- *Droit de la Convention européenne des droits de l'homme*, Programme européen Tempus, Université de Ninji Novgorod, Russie (2008)
- *Droit communautaire de l'environnement*, Programme européen Meda pour des fonctionnaires méditerranéens (2007).
- *Droit européen de l'environnement*, Atelier de formation UNITAR (Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche) pour des magistrats européens (2004).

- *Droit européen de l'environnement*, Programme européen Tempus, Institut européen de Lodz, Pologne (1999).

ACTIVITES SCIENTIFIQUES

1/ Direction (ou co-direction) de programmes et activités de recherche

- 2018-2021 : Brussels' World Simulation (BWS), projet d'innovation pédagogique AMU- Sciences Po Aix
- 2016-2020 : Centre d'excellence « l'Europe au Sud » : coordination de conférences et séminaires à raison de 8 à 10 / an.
- 2014-2016 : « E-santé et droit européen », direction de la tâche 8-1, WP 8 du projet HIT, Fondation AMIDEX, Université Aix-Marseille
- 2014 : « Cybersanté et droit », PEPS CNRS, Université Aix-Marseille
- 2014 : « Droit international et européen des nanotechnologies », Programme franco-italien, Galilée, Campus- France
- 2005-2008 : « Acteurs privés et droit international et européen du vivant », CNRS puis Agence Nationale de la Recherche
- 2003-2005 : « Santé et environnement : les enjeux de la normalisation internationale », Ministère de la recherche, ATC Environnement-Santé (avec E. Truilhé-Marengo et S. Maljean-Dubois)

2/ Coordination de colloques, journées d'études et numéros spéciaux de revues

- Colloque international (annulé pour cause de Covid) : *Les 10 ans du traité de Lisbonne*, décembre 2019, CERIC, Aix Marseille Université.
- Cycle de conférences du Centre d'excellence Jean Monnet : 17 au total (2016-2019).
- Numéro spécial de la *Revue des affaires européennes* « l'Union européenne de la santé » (2017)
- Cycles de conférences, Atelier du GDR « Normes, sciences et techniques », CERIC, Aix Marseille Université, *un concept : le consensus*, 21 septembre 2017 ; 30 mai 2018.
- Colloque : *E santé et droit*, Université Aix Marseille (2016)
- *Workshop : la révision du cadre juridique européen en matière de dispositifs médicaux : quels enjeux ?* CERIC, Aix Marseille Université (2015)
- Rencontre franco-québécoise *Environnement-Energie-Santé*, Université Aix Marseille, Amidex, 1^{ère} édition (en collaboration avec M. Boutonnet) (2015)
- *Workshop : Le droit des données de santé : enjeux théorique et mise en oeuvre européenne*, CERIC, Université Aix-Marseille (2014)
- Colloque de la Chaire Jean Monnet : *Droit européen et protection de la santé*, CERIC, Université Aix-Marseille (2014) (22 contributeurs- 130 participants)
- Colloque : *Droit international et européen du vivant : quel rôle pour les acteurs privés ?*, CERIC, Université Aix-Marseille III (2009)
- Journée d'étude : *le traité de Lisbonne : vers une déconstitutionnalisation ?* CESICE, Université Grenoble II (2008)
- Colloque : *Environnement et santé : les enjeux de la normalisation internationale*, CERIC, Université Aix-Marseille III (2005)

3/ Participations à des programmes de recherches

- 2019-2021: "*Solidarity in EU Law*" (*SoEULaw*), Department of Law of the University of Pisa, financement Jean Monnet, Commission européenne.
- 2018-20121 : International Research Network/GDRI : *Justice and Environmental Law/Le procès environnemental* (France/Chili/Canada/Brésil/Japon)

- 2018-2020 : *Les procès climatiques : l'arme du droit dans la reconfiguration des revendications environnementales (CLIMARM)*, CERIC, financement Région PACA.
- 2016-2018 : *Du procès sur l'environnement au procès pour l'environnement*, CERIC, financement de la mission Droit et justice
- 2013-2015 : *Étude comparative de l'influence du principe de précaution sur la responsabilité civile juridique civile et pénale*, CERIC, financement de la mission Droit et justice
- 2008-2011 : *De l'innovation à l'utilisation : quel cadre normatif pour les nano-produits ?* CECOJI, Poitiers et UMR de droit comparé, Paris I, financement de l'ANR
- 2008-2010 : *La relation juge-experts dans les contentieux environnementaux et sanitaires*, CERIC, financement de la Mission Droit et Justice
- 2006-2008 : *Le rôle du juge international et européen dans le développement du droit de l'environnement*, CERIC, financement de la Mission Droit et Justice
- 2006-2008 : *La gouvernance internationale du commerce des OGM*, Groupe de recherche en droit, économie, gestion, Université de Nice, financement de l'ANR et INRA
- 2005-2006 : *L'effectivité du droit international de l'environnement : une analyse comparative de cinq conventions internationales en France et au Brésil*, CERIC, financement du CAPES-COFECUB
- 2005-2006 : *Groupe de recherche « droit et science »*, Centre de droit fondamental (CDF), Université Grenoble II
- 2000-2002 : *L'OMC confrontée aux défis de la protection de l'environnement*, CERIC, financement du Commissariat général au plan
- 1999-2001 : *Outils économiques et outils juridiques. Collaboration et combinaison pour la protection de l'environnement*, CERIC, financement CNRS, ATIP-Jeunes chercheurs

PUBLICATIONS ET CONFERENCES

Thèse et monographie

1. *Le droit de l'Union européenne de la santé*, manuel en cours d'écriture.
2. *Biotechnologies et droit communautaire : le génie génétique*, Thèse pour le doctorat, Université Aix-Marseille III, 2003, dactylographiée, 809 p.

Directions d'ouvrages

1. *Le principe de solidarité dans l'Union européenne à l'épreuve des crises : quel rôle pour le droit ?* Confluence des droits, à paraître, 2021 (avec R. Mehdi et N. Rubio).
2. *La santé connectée et « son » droit, approches de droit européen et de droit français*, PUAM, 2017, 247 p (avec S. Gambardella et G. Nicolas).
3. *Science et Droits de l'Homme*, Mare et Martin, 2017, 292 p (avec R. Encinas De Munagori, A. Bensamoun, M-A. Cohendet).
4. *Droit européen et protection de la santé*, Bruylant, 2015, 464 p.
5. *Droit et biotechnologies*, Les Études hospitalières, 2012, 257 p.
6. *Le droit international et européen du vivant, quel rôle pour les acteurs privés ?* Bruylant, 2009, 201 p.
7. *Le traité de Lisbonne, déconstitutionnalisation ou reconfiguration de l'Union européenne ?* Bruylant, 2009, 349 p. (avec C. Chevallier-Govers, V. Edjaharian et C. Schneider).
8. *Santé et environnement : les enjeux de la normalisation internationale*, La Documentation française, 2006, 336 p. (avec E. Truilhé-Marengo).

Chapitres dans des ouvrages collectifs

1. À la recherche du procès environnemental en droit de l'Union européenne : cheminer puis plonger (avec E. Truilhé) in *Le procès environnemental, du procès sur l'environnement au procès pour l'environnement*, Dalloz, 2020, à paraître.
2. Le climat : climax des rapports entre droit international et droit de l'Union européenne en matière d'environnement ? in M. Ailincăi, V. Edjaharian et C. Chevalier-Govers (Dir.), *Mélanges en l'honneur du Professeur Catherine Schneider*, Mare et Martin, 2020, à paraître.
3. EU Biomass Legal Case and EU People climate case (avec E. Truilhé) in C. Cournil (Dir.), *Les grandes affaires de justice climatique*, 2020, pp. 193-206.
4. Paris Agreement, EU climate law and the Energy Union (avec S. Maljean-Dubois) in M. Eliantonio et M. Peeters (Dir.), *Handbook on EU Environmental Law*, Edward Elgar, 2020.
5. Article 29- Santé publique in A. Iliopoulou- Pénot (Dir.), *La directive 2004/38 relative aux citoyens de l'Union et aux membres de leur famille, Commentaire article par article*, Bruylant, 2020, pp. 443-457.
6. Le droit international face à la bioéthique : vues depuis le droit européen in G. Le Floch (Dir.), *Droit international et santé*, Pedone, 2019.
7. Les principes du « mieux légiférer » dans les domaines de l'environnement et de la santé : quel bilan ? quelles perspectives ? in N. Rubio (Dir.), *La fabrication du droit de l'Union européenne dans le contexte du mieux légiférer*, 2018, pp. 157-173, <https://dice.univ-amu.fr/fr/dice/dice/publications/confluence-droits/parutions>.
8. Commentaire de l'article 35 in S. Van Drooghenbroeck et F. Picod, *Commentaire article par article de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne*, Bruylant, 2018, pp. 759-774.
9. La santé connectée et le droit de l'Union européenne : nulle part et partout ? in E. Brosset, S. Gambardella, G. Nicolas (Dir.), *La santé connectée et « son » droit, approches de droit européen et de droit français*, PUAM, 2017, pp. 77- 90.
10. Science, santé et droits de l'Homme : observations introductives in *Science et Droits de l'Homme*, Mare et Martin, 2017, pp. 203-211.
11. Les personnes âgées et le droit de l'Union in D. Viriot-Barrial, *Une nouvelle politique sociale du vieillissement : histoire et prospective d'un défi*, PUAM, 2016, pp. 308- 337.
12. De quoi le droit de l'Union est-il le nom ? À propos du droit de l'Union entendu comme droit commun des États membres (avec R. Mehdi) in B. Bonnet (Dir.), *Les rapports entre ordres juridiques : bilan, enjeux, perspectives*, LJDJ, 2016, pp. 669-695.
13. EU law on new health technologies/ medical devices in E. Elgar et T. Hervey (eds.), *Research Handbook in EU Health Law and Policy*, CUP, 2016, pp. 197-221.
14. L'anticipation par les institutions de l'Union des crises sanitaires in K. Foucher et F. Rousseau (Dir.), *Les réactions du droit aux crises sanitaires*, L'Harmattan, 2016, pp. 113-136.
15. La protection de la santé et les libertés de circulation dans l'Union européenne ou la modernité d'un classique in *Mélanges en l'honneur de M. Bélanger, Modernité du droit de la santé*, Les études hospitalières, 2015, pp. 135-153.
16. Droit européen et protection de la santé : mettre de l'ordre ? in E. Brosset (Dir.), *Droit européen et protection de la santé*, Bruylant, 2015, pp. 1-28.
17. La justification aux entraves aux libertés pour des raisons de protection de la santé in E. Brosset (Dir.), *Droit européen et protection de la santé*, Bruylant, 2015, pp. 101-115.
18. Le droit à la sécurité des soins est-il un droit du patient européen ? in A. Laude et D. Tabuteau (Dir.), *Les droits du patient européen au lendemain de la transposition de la directive mobilité des patients*, Société de législation comparée, 2014, pp. 79-99.
19. Brèves observations à propos du droit international et européen des organismes génétiquement

- modifiés du point de vue du développement durable in M. Fitzmaurice, S. Maljean-Dubois et S. Negri (Dir.), *The Challenges of Environmental Protection and Sustainable Development from Rio to Rio+20 and Beyond*, Martinus Nijhoff Publishers, 2014, pp. 378-394.
20. Consentement, santé et droit européen in A. Laude (Dir.), *Consentement et droit de la santé*, Dalloz, 2014, pp. 163-187.
 21. Normes juridiques et bioéthique : le droit européen est-il une dynamique ? in *Sciences et société : les normes en question*, Question vives, Acte Sud, 2014, pp. 119-135.
 22. Le protectionnisme et le motif de protection de la santé in S. Barbou des Places (Dir.), *Protectionnisme et droit de l'Union européenne*, Pedone, 2014, pp. 101-128.
 23. Les catastrophes sanitaires et le droit de l'Union européenne in D. Viriot-Barrial (Dir.), *Les catastrophes sanitaires*, Les Études Hospitalières, 2013, pp. 307-330.
 24. Le droit de l'Union européenne relatif aux OGM : observations sur la réforme et la résistance du (au) droit in Mahieu (S.) et Merten-Lentz (K.) (Dir.), *Sécurité alimentaire, nouveaux enjeux et perspectives*, Bruylant, 2013, pp. 29-67.
 25. Nanotechnologies et droit international in Lacour (S.) (Dir.), *Des nanotechnologies aux technologies émergentes : la régulation juridique en perspective*, Larcier, 2013, pp. 235-267.
 26. Brèves observations sur un secret de Polichinelle : l'influence du droit européen sur le droit médical à travers l'exemple du secret médical in Leca (A.) (Dir.), *Le secret médical*, Cahiers du Sud-Est de droit de la santé, Les études hospitalières, 2012, pp. 51-66.
 27. Les OGM et le droit de l'Union européenne : entre harmonisation et renationalisation in Brosset (E.) (Dir.), *Droit et biotechnologies*, Cahiers du Sud-Est de droit de la santé, Les études hospitalières, 2012, pp. 41-75.
 28. Santé, religion et laïcité en droit européen in Leca (A.), *Santé, religion et laïcité*, Les études hospitalières, 2011, pp. 11-41.
 29. Le contrôle des importations de marchandises et l'impératif de sécurité et de sûreté in Martin (J.-C.) (Dir.), *Gestion intégrée des frontières extérieures de l'Union européenne : défis et perspectives en matière de sécurité et de sûreté*, Pedone, 2011, pp. 41-76.
 30. La fin de vie et le droit européen in Negri (S.) (Dir.), *Between Life and Death : Regulating Advance Directives. National and International Perspectives*, Martinus Nijhoff Publishers, Boston, 2011, pp. 87-106.
 31. L'expert, l'expertise et le juge de l'Union européenne in Truilhé-Marengo (E.) (Dir.), *La relation juge-expert dans les contentieux sanitaires et environnementaux*, la Documentation française, 2011, pp. 247- 280.
 32. Introduction in Brosset (E.) (Dir.), *Le droit international et européen du vivant, Quel rôle pour les acteurs privés*, Documentation française, 2009, pp. 11-36.
 33. Clartés et obscurités des actes de l'Union européenne dans le traité de Lisbonne in Brosset (E.), Chevallier-Govers (C.), Edjaharian (V.), Schneider (C.) (Dir.), *Le traité de Lisbonne, déconstitutionnalisation ou reconfiguration de l'Union européenne*, Bruylant, 2009, pp. 107-138.
 34. Le discours juridictionnel et les rapports entre ordres juridiques in Michel (V.) (Dir.), *Le droit, les institutions et les politiques de l'Union européenne face à l'impératif de cohérence*, Presses universitaires de Strasbourg, 2009, pp. 243-270.
 35. Titre IV- Chapitre unique : Les OGM in Vergès (E.) (Dir.), *Code de la recherche commenté*, Éditions Litec-Jurisqueur, 2009, pp. 476-504.
 36. Le droit d'accéder à l'information environnementale devant « les » juges in Lecuq (O.) et Maljean-Dubois (S.) (Dir.), *Les juges et la protection de l'environnement*, Bruylant, 2008, pp. 61-82.
 37. Le cadre juridique international en matière de produits alimentaires génétiquement modifiés : entre pénurie et sur- alimentation in Mahiou (A.) et Snyder (F.) (Dir.), *La sécurité alimentaire en droit international*, Éditions Martinus Nijhoff, 2006, pp. 265-321.
 38. Normes techniques et normes juridiques en droit international : les mots et les choses in Brosset (E.) et Truilhé-Marengo (E.) (Dir.), *Santé et environnement : les enjeux de la normalisation*

internationale, la Documentation française, 2006, pp. 13-42.

39. L'articulation entre la normalisation européenne et internationale, une relation « donneur-receveur » in Brosset (E.) et Truilhé-Marengo (E.) (Dir.), *Santé et environnement : les enjeux de la normalisation internationale*, la Documentation française, 2006, pp. 283-313.
40. Le commerce international des produits biotechnologiques in Maljean-Dubois (S.) (Dir.), *La société internationale et les enjeux bioéthiques*, Pedone, 2006, pp. 165-202.
41. L'Autorité européenne de sécurité des aliments et la dissémination d'OGM in Couzinet (F.) (Dir.), *La création de l'Autorité européenne de sécurité des aliments : enjeux et perspectives*, Presses de l'Université de Toulouse, 2005, pp. 101-149.
42. Le protocole biosécurité, le droit communautaire et le droit de l'OMC in Bourrinet (J.) et Maljean-Dubois (S.) (Dir.), *La régulation du commerce international des OGM*, la Documentation française, 2002, pp. 121-146.
43. Le principe de précaution : les risques de la systématisation économique in Maljean-Dubois (S.) (Dir.), *L'outil économique en droit international de l'environnement*, la Documentation française, 2002, p. 53-69.
44. Brevetabilité du vivant, biodiversité et droit communautaire in Maljean-Dubois (S.) (Dir.), *L'outil économique en droit international de l'environnement*, la Documentation française, 2002, pp. 325-347.

Articles de revues

1. La pandémie du Covid-19 : quelles « révélations » sur le droit de l'Union européenne de la santé ? *Revue de droit sanitaire et sociale*, septembre-octobre 2020, n° spécial, pp. 1001-1008.
2. Le droit de l'Union européenne en matière de pandémies : entre confinement et déconfinement, *Revue trimestrielle de droit européen*, juillet-septembre 2020, n° 3, pp. 493- 507.
3. Quand l'urgence de santé publique fait son entrée parmi les catastrophes en droit de l'UE, *European papers*, 25 avr. 2020, www.europeanpapers.eu.
4. OGM et mutagenèse : L'arrêt du Conseil d'Etat comme vrai-faux épilogue (avec C. Noiville) *Cahier Droit Science et technologies*, n°10/ 2020, pp. 195-201.
5. Le glyphosate devant la Cour : quels enseignements sur le droit d'accès aux documents et à la justice dans le domaine de l'environnement, *Revue trimestrielle de droit européen*, n° 3, juillet-septembre 2019, pp. 629-650.
6. People's climate case : beaucoup de bruit pour rien ? (avec E. Truilhé), *Revue Énergie-environnement-infrastructures*, n° 7, juillet 2019, pp. 35-37.
7. Les nouvelles techniques d'édition du génome donnent-elles naissance à des OGM couverts par la directive 2001/18 : la Cour de justice de l'Union dit deux fois oui ! (avec C. Noiville) *Cahier Droit science et technologies*, n° 8, 2018, pp. 197-212.
8. Ce que dit le droit de l'Union de la bioéthique (et inversement), *Revue de droit de l'Union européenne*, n° 624, janvier 2019, pp. 30-38.
9. The distinction between law and science in terms of causation : the hepatitis vaccine before the Court, *Common Market Law Review*, 55, dec. 2018, pp. 1899-1916.
10. Des sojas génétiquement modifiés à la notion de « droit de l'environnement » en passant par le règlement Aarhus, *Revue Énergie - Environnement – Infrastructures*, n° 8-9, Août 2018, comm. 47.
11. À propos de l'exemption de la directive 2001/18 relative à la mutagenèse : Interpréter n'est jamais simple ! *Droit de l'environnement* n°268, juin 2018, pp. 219-225.
12. Lorsque le droit de l'Union définit : l'exemple des perturbateurs endocriniens, *Revue des affaires européennes*, 4/2017, pp. 647-664.

13. L'accès au juge de l'Union européenne dans le domaine de l'environnement, *RDLF*, 2018, chronique n° 7, en ligne : <http://www.revuedlf.com/droit-ue/lacces-au-juge-dans-le-domaine-de-lenvironnement-le-hiatus-du-droit-de-lunion-europeenne/>.
14. Propos conclusifs, *Revue juridique de l'environnement*, n° spécial, « Après l'accord de Paris : quel(s) droit(s) pour le climat ? 2017, pp. 263-275.
15. L'adaptation du droit français au droit de l'Union européenne en matière de mise en culture d'OGM : regard depuis le principe de précaution, *Revue juridique de l'environnement*, n° 3-2016, pp. 551-569.
16. Le droit à l'épreuve de la e-santé : quelle connexion du droit de l'Union européenne ?, *Revue de droit sanitaire et social*, 2016, n° 5, p. 869.
17. Les mots du droit des biotechnologies : Quelques observations sur le débat en droit de l'Union européenne à propos des nouvelles techniques génétiques, *Cahier Droit, Science et Technologies*, n° 6, 2016, pp. 167-184.
18. Flexible droit de l'Union européenne... en matière d'OGM, *Cahier de droit européen*, 2015, n°2/3, pp. 651-681.
19. Le juge de l'Union et le principe de précaution : état des lieux, *Revue trimestrielle de droit européen*, 2015, octobre - décembre, pp. 737-755.
20. De l'intérêt de considérer le droit de l'Union européenne de la santé, droit « miroir » ou droit « laboratoire » ? *Les Petites Affiches*, 1^{er} décembre, 2015, n° 239, pp. 8-15.
21. Tourisme médical et sécurité des soins devant le juge de l'Union, *Revue de droit sanitaire et social*, 2015, n° 1, pp. 81-92.
22. Les enseignements de l'affaire Inuit Tapiriit Kanatami : bien-être animal et conditions de recevabilité de recours en annulation, *Revue de droit de l'Union européenne*, n° 586, mars 2015, pp. 173-188.
23. Les « coordonnées » de l'influence du droit de l'Union européenne en matière de soins de santé, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 6, nov-décembre 2013, pp. 1050-1063.
24. The Law of the European Union on Nanotechnologies : Comments on a Paradox, *Review of European, Comparative & International Environmental Law (RECIEL)*, 2013, 22-2, pp. 155-162.
25. Nanotechnologies et droit européen, *Journal des Tribunaux, Droit européen*, n° 189, mai 2012, pp. 133-142.
26. La Charte de l'environnement, le droit communautaire et le législateur devant le Conseil constitutionnel, *Revue de droit public* n°4-2009, pp. 1181-1215.
27. Le nouveau règlement communautaire sur les substances chimiques, *Revue juridique de l'Environnement*, 1/2008, pp. 5-24.
28. Différenciations nationales et harmonisation communautaire : le cas des OGM, *Revue de droit sanitaire et social*, n° spécial, 2006/2, pp. 215-228.
29. Le contrôle de constitutionnalité entre décentralisation et communautarisation – Quel contrôle des lois venant d'en haut et d'en bas ? *Revue de la Recherche juridique*, 2005-3, pp. 1355-1375.
30. L'impossibilité pour les collectivités territoriales françaises d'exercer un pouvoir législatif à l'épreuve de la révision constitutionnelle sur l'organisation décentralisée de la République, *Revue française de droit constitutionnel*, n° 60, 2004, pp. 695-739.
31. The prior authorisation procedure adopted for the deliberate release into the environment of genetically modified organisms : the complexities of balancing Community and national competences, *European Law Journal*, août 2004, pp. 555-579.
32. Accès à l'information environnementale et règles d'étiquetage des denrées alimentaires produites à partir d'organismes génétiquement modifiés (avec S. Maljean-Dubois), *Droit de l'environnement*, n°111, sept. 2003, pp. 152-156.

Chroniques

1. Droit des biotechnologies (2019), *Revue juridique de l'environnement*, 2020/3, p. 569-576.
2. Droit du vivant : l'embryon à nouveau devant la CJUE : À propos de l'arrêt du 19 décembre 2019 l'Un de nous, *Revue des contrats*, juin 2020, p. 94 et s.
3. Droit des biotechnologies (2018), *Revue juridique de l'environnement*, n° 3/2019, pp. 595-606.
4. Droit du vivant : Quel statut juridique pour les nouvelles techniques génétiques ? *Revue des contrats*, 2018, n° 2, p. 256 et s.
5. Droit du vivant : Le vaccin contre l'hépatite B : l'autonomie de la preuve juridique en l'absence de consensus scientifique devant la Cour de justice de l'Union européenne (avec E. Supiot), *Revue des contrats*, 2017, n° 4, pp. 662-668.
6. Droit des biotechnologies (2016), *Revue juridique de l'environnement*, n° 2/2017, pp. 293- 310.
7. Droit des biotechnologies : La Cour de justice de l'Union européenne et la notion d'embryon humain, *Cahier Droit science et technologies*, 2015, n° 5, pp. 216-219.
8. Droit des biotechnologies (2014 - 2015), *Revue juridique de l'environnement*, n° 3/2015, pp. 479-492.
9. Droit des biotechnologies : Le juge de l'Union et « ses » OGM, *Cahier Droit science et technologies*, 2014, n° 4, pp. 205-209.
10. Environnement et santé, *Journal de médecine légale, Droit, santé et société*, n° 1 et 2, septembre 2014, pp. 84-88.
11. Droit des biotechnologies (2013), *Revue juridique de l'environnement*, 2/2014, pp. 297-310.

Fascicules, notices, recensions

1. Biotechnologies, *Fascicule Jurisclasseurs Europe*, en préparation.
2. Soins de santé (actualisation), *Fascicule Jurisclasseurs Europe*, en préparation.
3. *Fascicule Lamy Droit de la santé*, étude 111 : Droit européen de la protection sanitaire et sociale, 2014.
4. *Fascicule Lamy Droit de la santé*, étude 113 : Harmonisation des politiques de santé de l'Union européenne, 2014.
5. *Fascicule Lamy Droit de la santé*, étude 115 : Traité Euratom et protection de la santé, 2014.
6. Recension « EU Competition and Internal Market Law in the Health Care Sector » (L. Hancher et W. Sauter, Oxford University Press, 2012, 355 p.), *RTDE*, 2013.
7. Droit international et produits chimiques, *Fascicule Jurisclasseurs Environnement*, 4050, 4, 2010.
8. Organismes génétiquement modifiés, en collaboration avec C. Noiville et M-A. Hermitte, *Fascicule Jurisclasseurs Environnement*, 4100, 5, 2009 (actualisation en 2018).
9. Les Organisations non gouvernementales et la protection de l'environnement, Les Notices, *Droit et politiques de l'environnement*, La Documentation française, 2009, pp. 121-132.
10. Compte-rendu de l'ouvrage, L'intégration européenne au XXI siècle, en hommage à J. Bourrinet (La Documentation française, 2004, 368 p.), *Revue du Marché commun et de l'Union européenne*, n° 488, mai 2005, pp. 346-347.

Information, presse écrite et orale, grand public (année en cours : entre 2019-2020)

1. L'Europe de la santé, *Conférence à l'Université populaire de Grenoble*, 4 novembre 2020.
2. Enjeux internationaux de la protection de l'environnement : quelle justice ?, *Mission droit et justice, Une semaine de débat : Justice pour l'environnement*, septembre 2020, capsule-vidéo :

3. <http://www.gip-recherche-justice.fr/manifestations/justice-et-environnement/reguler-quels-echelons-pour-la-gouvernance-ecologique/>
4. Débat organisé par l'*Institut Open Diplomacy*, "COVID : en sortons-nous avec une Europe de la santé ?" 6 juillet 2020, <https://www.youtube.com/watch?v=xxTxLy21sc8>
5. Ce que la crise révèle du droit de l'Union européenne en matière de santé, *The Conversation*, 12 mai 2020 : <https://theconversation.com/ce-que-la-crise-revele-du-role-de-lunion-europeenne-en-matiere-de-sante-137826>
6. La neutralité climatique en temps de pandémie, *Le Club des juristes*, 5 juin 2020 : <https://www.leclubdesjuristes.com/blog-du-coronavirus/que-dit-le-droit/neutralite-climatique-temps-pandemie/>
7. La démocratie environnementale est-elle exemplaire : contribution au débat : quel avenir pour la démocratie participative européenne ? Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 23 et 24 mai 2019 : vidéo en ligne : <https://mediatheque.univ-paris1.fr/video/2371-0415-quel-avenir-pour-la-democratie-participative-europeenne-m-barbato-villes-et-democratie-participative-dans-lunion-europeenne/>
8. Le droit européen protège-t-il les individus ? 2019, *Film UMR DICE* n° 7318- CNRS : <https://www.youtube.com/watch?v=8hTboCOqRTM>

Conférences, workshops

1. 17 et 18 octobre 2019, Bien-être et normes environnementales dans l'Union, *Bien être et normes environnementales, Colloque annuel de la Société française de droit de l'environnement*, Faculté de droit de Lyon.
2. 3 et 4 octobre 2019, Le juge de l'Union, *Quelles actions en justice pour l'environnement et le climat ? Rencontres franco-québécoises Environnement-énergie-santé : Université Laval, Québec, Canada.*
3. 26 et 27 septembre 2019, Atelier, « Health risk management in the European Union », *Colloque annuel de l'Association européenne de droit de la santé*, Toulouse.
4. 23-24 mai 2019, La démocratie environnementale est-elle exemplaire ? : *Quel avenir pour la démocratie participative européenne ? Journée d'Étude de l'Institut de Recherche en droit international et européen de la Sorbonne*, Université Paris 1.
5. 3 mai 2019, Ce que dit une organisation internationale (l'Union européenne) de la bioéthique et du développement durable : Réflexions à partir du débat sur les nouvelles techniques d'édition du génome dans le domaine végétal, *Bioéthique et développement durable, Forum international de bioéthique*, Université San José, Costa Rica.
6. 31 mai-1^{er} juin 2018, Le droit international face à la bioéthique, *Santé et droit international, Colloque annuel de la Société Française de Droit international*, Santé et droit international, Rennes.
7. 20 mars 2018, *Quelles actions en justice pour l'environnement ? Colloque du CERIC, mission GIP Droit et justice*, Université Aix-Marseille.
8. 13 mars 2018, Les nouvelles techniques de sélection des plantes : perception des risques et enjeux réglementaires, *Colloque du Master 2 droit de l'alimentation*, Nantes.
9. 16 février 2018, Quelles réglementations sur les plantes issues des nouvelles techniques d'édition du génome ? *Centre international de la Recherche agronomique pour le développement*, Montpellier.
10. 30 novembre 2017, L'accès devant le juge de l'Union, *Rencontre Franco-québécoises Environnement-énergie-santé « Quelles actions en justice pour l'environnement ? »*, Université Aix-Marseille.
11. 22 septembre 2017, Introduction, Workshop « *Consensus* », *Journée du GDR Normes, sciences et techniques*.

12. 29-30 juin 2017 : Rapport conclusif, *Après l'Accord de Paris : quel(s) droit(s) pour le climat ?*, *Colloque annuel de la Société française de droit de l'environnement*, Université Aix Marseille.
13. 23 mai 2017 : The Patient as an EU Law Figure, Séminaire FOLIE (« *Manières d'être Européen. Régimes juridiques, modes d'appartenance, formes d'existence* »), *Séminaire de l'École de droit*, Sciences po Paris.
14. 19 mai 2017 : Les leçons du droit de l'Union, *Table ronde « Vers un Pacte mondial sur l'environnement »*, *Table ronde du CERIC*, Université Aix Marseille.
15. 5 avril 2017 : Genetically modified crops and European and French law , *Workshop on Ecological Damage and Environmental Law*, *Waseda University*, Japon.
16. 25 novembre 2016, Rapport introductif et contribution sur le droit de l'Union, *La santé connectée : approches de droit européen et de droit français*, *Colloque du CERIC/ Centre de droit de la santé*, Université Aix-Marseille.
17. 7 octobre 2016, Bilan et perspectives du « Mieux légiférer » en droit de l'Union européenne en matière d'environnement et de santé, *La fabrication du droit de l'Union européenne dans le contexte du « Mieux légiférer »*, *Du modèle à la réalité* », *Colloque du CERIC*, Université Aix Marseille.
18. 6 octobre 2016, *Évaluer les impacts économiques et sociaux des PGM*, *La mise en œuvre de la directive européenne 2015/412*, *HCB, Ministère de la Recherche*.
19. 26 septembre 2016 : Le procès environnemental devant le juge de l'Union, *Rencontre franco-québécoises Environnement- Énergie- Santé*, Université de Laval, Québec.
20. 30-31 mai 2016, Table-ronde « Un concept : la maladie », *Colloque inaugural du GDR Normes*, *Sciences et Techniques*, ENS Cachan.
21. 1^{er} décembre 2015, Introduction, *La révision du cadre juridique européen en matière de dispositifs médicaux : quels enjeux ?* *Workshop du CERIC*, Université Aix Marseille.
22. 20 novembre 2015 : La personne âgée en droit de l'Union européenne, *Une nouvelle politique sociale de vieillissement*, *Colloque du Centre de droit social*, Université Aix Marseille.
23. 2 novembre 2015 : *Rencontre franco-québécoise Environnement-Énergie-Santé*, Université Aix Marseille.
24. 22 octobre 2015 : Présidence, *Science et droits de l'homme*, *Colloque du Réseau Droit, science et technique*, Université Paris 1.
25. 8- 9 octobre 2015 : *Les réactions du droit aux crises sanitaires*, *Colloque de la Faculté de droit*, Université de Nantes.
26. 29 juin- 3 juillet 2015 : *Droit, science et techniques : des concepts aux régimes*, *séminaire résidentiel*, Université de Grenoble soutenu par l'IUF.
27. 12 décembre 2014 : Introduction, *La protection juridique des données de santé : enjeux théoriques et mise en oeuvre européenne*, *Workshop du CERIC*, Faculté de Droit, Aix Marseille Université.
28. 25 et 26 juin 2014, Session sécurité sanitaire, *Prendre la responsabilité au sérieux*, *Réseau franco-brésilien*, *Collège de France*, *Chaire « Etat social et mondialisation »* et *Fondation Charles Léopold Mayer*.
29. 24 juin 2014, Le droit à la qualité et à la sécurité des soins, *Les droits du patient européen*, *Colloque de l'Institut Droit et Santé*, Université Paris Descartes.
30. 8 Mai 2014, « *Vers une nouvelle ère en matière de protection de l'environnement ? Regards croisés franco-canadien* », *Colloque de l'Université de Laval*, Québec.
31. 5 et 6 mai 2014, « *L'influence du principe de précaution en droit de la responsabilité, regards franco-canadiens* », *Workshop de l'Université Mc Gill*, Montréal.
32. 30 et 31 janvier 2014, Rapport introductif, *Droit européen et protection de la santé : bilan et perspectives*, *Colloque de la Chaire Jean Monnet- CERIC*, Université Aix Marseille.
33. Août 2013, Nanotechnology: an European Law perspective, *International Conference by International Association of Law, Ethics and Science (IALES)*, Kushiro (Japon).

34. 18 avril 2013, Les perspectives du droit de l'Union européenne en matière d'OGM, « *Sécurité alimentaire, nouveaux enjeux et perspectives* », *Colloque de l'Université Libre de Bruxelles*, Belgique.
35. 29 janvier 2013, Union européenne et protection de la santé, *Union européenne et protectionnisme, Journée d'Étude de l'Institut de Recherche en droit international et européen de la Sorbonne*, Université Paris I.
36. 15 novembre 2012, Union européenne et catastrophes sanitaires, *Les Catastrophes sanitaires, Colloque du Centre de droit de la santé*, Université Aix Marseille.
37. 4 octobre 2012, Consentement, santé et droit européen, *Colloque de l'Association française de droit de la santé (30^{ème} anniversaire) « Le consentement en droit de la santé »*, Paris.
38. 29 août 2012, Normativité européenne et bioéthique, *Séminaire de l'Institut des Hautes Etudes pour la Science et la Technologie, IHEST*, Gréoux-les-Bains.
39. 9 mai 2012, L'Europe dans la campagne, *conférence-débat autour de la campagne présidentielle*, Conférence de la Faculté de droit, Université Aix Marseille.
40. 16/17 décembre 2010, Nanomatériaux et nanotechnologies en droit international, *Atelier dans le cadre du programme de recherche « Nanonorma »*, INRS, Paris.
41. 26 novembre 2010, Santé, religion et laïcité en droit européen, *Santé, religion et laïcité, Colloque du Centre de droit de la santé*, Université Aix-Marseille III.
42. 4 et 5 novembre 2010, Le contrôle des importations de marchandises et l'impératif de sécurité et de sûreté, *La gestion des frontières extérieures de l'Union européenne : défis et perspectives en matière de sécurité et de sûreté, Colloque de l'Institut du droit de la paix et du développement*, Université de Nice.
43. 29 janvier 2010, Le juge de l'Union, l'expert et l'expertise, *La relation juge expert dans les contentieux sanitaires et environnementaux, Atelier du CERIC*, Université Aix-Marseille III.
44. 16 janvier 2009, Rapport introductif, *Le rôle des acteurs privés en droit international et européen de l'environnement, Atelier du CERIC*, Université Aix-Marseille III.
45. 10 avril 2008, Les actes de l'Union européenne, *Journée d'étude du CESICE : le traité de Lisbonne : vers une déconstitutionnalisation ? Journée d'étude du Centre d'Études sur la sécurité internationale et les et coopérations européennes*, Université Grenoble II.
46. 12 octobre 2007, Les juges et le droit d'accès à l'information en matière d'environnement, *3^{ème} Journée de l'UMR « Droit international et européen, droit constitutionnel »*, *Juges et protection de l'environnement*, Université de Pau.
47. 11 mai 2007, Le discours juridictionnel : la Cour et les rapports entre ordres juridiques, *Le droit, les institutions et les politiques de l'Union européenne face à l'impératif de cohérence, Colloque de la CEDECE*, Université Robert Schumann, Strasbourg.
48. 6 septembre 2006, Le principe de solidarité en droit communautaire de l'environnement, *Académie de droit européen Jean Monnet*, Facultés de droit de Grenoble et de Rennes.
49. 2-4 octobre 2006, L'effectivité en France du Protocole de Carthagène, *L'effectivité du droit international de l'environnement, Congrès international de la Faculté de l'UNICEUB*, Brésil.
50. 24 juin 2005, L'articulation entre la normalisation européenne et la normalisation internationale, *Environnement et santé : les enjeux de la normalisation internationale, Colloque du CERIC*, Université Aix-Marseille III.
51. 3-4 décembre 2004, Le commerce international des produits biotechnologiques, *La Communauté internationale et les enjeux de bioéthique, Treizième rencontres internationales du CERIC et de l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence*.
52. 26 mars 2004, L'Autorité européenne en matière de sécurité alimentaire et la prévention des risques liés à la dissémination des OGM, *La création de l'Autorité européenne de sécurité des aliments : enjeux et perspectives, Journée nationale d'étude de la CEDECE, Université de Toulouse*.

53. 26-27 septembre 2003, La réglementation communautaire des OGM, *La sécurité alimentaire en Europe et dans le monde, Deuxièmes rencontres internationales des jeunes chercheurs (RIJC)*, CERIC, Université Aix-Marseille III.
54. 9 novembre 2001, Protocole de biosécurité, OMC et droit communautaire, *Le commerce international des OGM. Quelles articulations entre le droit de l'OMC et le protocole de Carthagène sur la biosécurité ? Colloque du CERIC, Université Aix-Marseille III*